

Monsieur l'Orateur, j'ai beaucoup d'estime pour notre orchestre national des jeunes. J'assiste à leurs concerts chaque année, même si cela entraîne un voyage de plusieurs milles. Je le fais parce qu'à mon avis il s'agit d'un des meilleurs projets entrepris au Canada. J'aimerais que certains de nos jeunes du Nord de l'Ontario soient choisis pour jouer dans cet orchestre. Mais comment cela est-il possible, lorsqu'il n'y a pas de possibilités culturelles dans le Nord de la province? Cette année, un des membres de l'orchestre national des jeunes venait des Territoires du Nord-Ouest, ce qui montre que Yellowknife offre bien plus, du point de vue culturel, que le Nord de l'Ontario, qui est seulement à 500 milles de Toronto. Il faut remédier à cette situation, et j'espère que nous y songerons lorsque nous discuterons de l'expansion régionale du Nord de l'Ontario.

À l'heure actuelle, on estime d'une façon générale que les fonds publics qui étaient dépensés vainement dans les régions moins développées auraient pu être très rentables si l'on avait trouvé le moyen de les affecter à des améliorations de la structure sociale des zones rurales de marasme.

Monsieur l'Orateur, je voudrais dire quelques mots de l'agriculture mais, étant donné le manque de temps, je me limiterai à un seul de ses aspects qui intéresse mon secteur. Il s'agit de la situation du marché des pommes de terre. Je me demande combien de députés sont entrés dans un supermarché de Toronto, Montréal ou Ottawa et ont remarqué l'inscription «Pommes de terre de Cochrane». Aucun, bien entendu. Je me permets d'avancer que personne à la Chambre ne sait qu'il existe une belle pomme de terre de Cochrane. Tous les ans, les pommes de terre cultivées dans le secteur de Cochrane remportent des prix. Le sol, dans cette partie de notre région, donne une belle récolte et, pourtant, la plupart des gens n'en ont jamais entendu parler. Pourquoi? Nous avons entendu parler des pommes de terre de l'Île du Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick qui doivent parcourir un bien long trajet avant d'arriver sur le marché. C'est un domaine qu'il faut développer.

Là encore on revient au vieux problème du tarif-marchandises trop élevé qui empêche les gens de concurrencer sur le marché les agriculteurs de l'Île du Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick. Rien ne s'oppose à ce qu'une usine de croustilles s'installe dans le Nord de l'Ontario mais il faudrait, bien entendu, donner à une telle industrie l'assurance qu'elle pourrait acheminer ses produits vers les marchés du Sud à des taux raisonnables.

L'une des principales possibilités de notre région, quand il est question de développe-

ment régional, c'est le tourisme. Les endroits charmants y abondent et les touristes peuvent s'y livrer à nombre d'activités agréables, dont la pêche et la chasse. Malheureusement, l'industrie du tourisme n'est pas pleinement organisée dans la plus grande partie de la région. Voilà où le gouvernement peut nous aider. On manque de routes, de motels et d'hôtels. Certes, l'industrie du tourisme relève des gouvernements provinciaux et ces derniers devraient prendre des mesures pour améliorer les routes, la publicité et les facilités de logement; mais rien ne s'oppose à ce que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux travaillent ensemble dans ce domaine. Il y a certainement place pour un plus grand nombre de programmes gouvernementaux dans la circonscription de Cochrane.

[Français]

Monsieur le président, le Nord de l'Ontario demeurera une région sous-développée tant que le problème du coût élevé des transports ne sera pas résolu. L'absence d'industries secondaires dans une région est néfaste à l'économie, car l'industrie primaire comporte de très graves inconvénients. L'agriculture et l'industrie forestière sont des activités saisonnières, tandis que l'exploitation minière peut être interrompue à cause de la pauvreté des gisements, ou de la désuétude. L'industrie secondaire, par ailleurs, présente un certain équilibre et atténue le risque de très grandes fluctuations économiques.

Il a déjà été suggéré qu'une route soit construite entre Cochrane et Moosonee, de façon à desservir aussi les environs de Kapuskasing. Cette initiative serait le point de départ du développement économique de la région. Il est certain que cela ne sera pas fait par la province seule; au fait, elle ne peut le faire. Mais il me semble que nous pourrions établir un programme conjoint afin de réaliser ce projet.

Avant de terminer mes observations, monsieur le président, j'aimerais bien parler de quelque chose qui me tracasse beaucoup. Il s'agit du manque d'autorité du gouvernement, relativement aux sociétés de la Couronne. Quand un député pose une question à la Chambre, au sujet d'une de ces corporations, on lui répond toujours: Je ne veux pas me mêler de l'administration de la société en question, parce qu'elle est autonome.

Monsieur le président, nous devrions peut-être adopter une autre attitude à l'égard de ces agences. C'est le peuple canadien qui paie et nous sommes ici pour le représenter. Il me semble que nous devrions avoir quelque chose à dire quand il s'agit de la mauvaise administration de ces sociétés.

La Société Radio-Canada, par exemple, selon ce qu'on nous dit, est remplie de séparatistes, qui sont rémunérés par nous, les payeurs